

Initiatives ministérielles

Mme le vice-président: À mon avis, les non l'emportent.

[*Et plus de cinq députés s'étant levés:*]

Mme le vice-président: Convoquez les députés.

(La motion, mise aux voix, est rejetée.)

(Vote No 296)

POUR

Députés

Duceppe
Leblanc (Longueuil)
Rocheleau

Lapierre
Plamondon
Tremblay (Rosemont)—6

CONTRE

Députés

Blenkarn
Clark (Brandon—Souris)
Cooper
Gauthier
MacDougall (Timiskaming)
Riis—11

Campbell (Vancouver Centre)
Collins
Dorin
Kempling
Mifflin

[*Français*]

Mme le vice-président: Je déclare la motion défaite. L'honorable député de Chambly a la parole.

M. Edmonston: Madame la Présidente. . .

M. Lapierre: Madame la Présidente, il n'y avait pas quorum!

Mme le vice-président: L'honorable député sait aussi bien que moi qu'il y avait quorum dans la salle. Dix-sept députés ont jugé bon de voter, j'en suis satisfaite. L'honorable député de Chambly a la parole.

M. Phillip Edmonston (Chambly): Je vous remercie, madame la Présidente, de m'avoir reconnu après si longtemps.

J'aimerais simplement appuyer l'amendement de mes collègues du Bloc québécois. Je trouve que le sous-amendement de mes collègues libéraux, vraiment ça ne règle rien dans ce problème-ci. Je pense que pour ce projet de loi, il faut comprendre que l'on veut tirer le maximum de bénéfiques pour les Canadiens. Je comprends mes collègues du Bloc québécois. Je pense que cela est souhaitable. C'est très important. Mais je veux vous dire que présentement nous sommes aux prises avec un grand déficit, un déficit qui prend un tiers ou plus de chaque dollar des revenus du gouvernement canadien en intérêts seulement. Quand j'entends ce gouvernement conservateur parler du fait qu'il faut s'attaquer au déficit et en même temps je vois, comme mes collègues du NPD et mes collègues du Bloc québécois qui ont dit que c'est un chèque en blanc, ce que nous sommes en train de faire avec le projet Hibernia, je pense que cette loi-ci est très dangereuse parce que, effectivement, c'est un chèque en

blanc. Je ne suis pas contre Hibernia. Je ne suis pas contre le projet comme tel, mais le projet de loi que nous étudions présentement est très dangereux. Et je vais juste vous citer quelques raisons pour lesquelles je trouve que, nous, nous ne pouvons pas accepter ce projet de loi come tel.

Premièrement, on va donner presque plus ou moins 2,7 milliards de dollars, et quelles sont nos garanties? Je parle de garanties solides, de garanties concrètes. Pas tellement! Qu'allons-nous avoir comme retombées concrètes de ce projet? Ce qu'on appelle communément en anglais «equity».

[*Traduction*]

Qu'allons-nous gagner avec ce projet? Lorsqu'on pense à investir, on s'inquiète en général du rendement et des garanties qu'obtiendront les Canadiens de tout le pays.

[*Français*]

Donc, je vois que pour la question de garanties, soit avoir notre argent retourné, on n'a pas de garanties. C'est un problème, je pense, ce n'est pas résolu dans ce projet de loi.

Deuxièmement, moi, j'ai entendu le chiffre que ça va nous coûter pour 1100 emplois, ça va nous coûter presque, tenez-vous bien, 900 000 \$ pour chaque emploi, 900 000 \$ pour chaque emploi créé, je parle des emplois permanents.

Une voix: C'est scandaleux!

M. Edmonston: Comme mon collègue vient de le dire, c'est scandaleux! C'est vrai, surtout quand nous sommes en train de dire à tout le monde que le gouvernement fédéral n'a pas d'argent à dépenser. Mais on dépense 900 000 \$ pour un emploi. Je trouve cela scandaleux, oui c'est vrai!

• (1730)

Troisièmement, pour ce qui est de la question de l'environnement, on est en train de donner ou de faire un chèque en blanc dans ce projet de loi. Mais quelle garantie avons-nous que l'environnement sera préservé ou qu'il ne sera pas contaminé par le projet même d'Hibernia? Nous n'en avons pas. Donc, pour les gens qui se soucient—et je crois que les gens se soucient vraiment de l'environnement—ce projet de loi n'apporte pas de solution, ne donne pas une certaine sécurité à ces gens qui ont du souci pour l'environnement. Au contraire, cela les rend plus inquiets parce que la question de l'environnement n'est pas traitée. C'est une troisième raison pour laquelle on trouve que ce projet de loi est boîteux, même qu'on ne peut pas l'accepter.